ASp
la revue du GERAS

49-50 | 2006
Varia

L'évolution de l'emploi de *shall*, de *must* et du présent simple dans le discours juridique normatif dans le cadre du *Plain Language Movement*

Isabelle Richard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asp/742>
DOI : 10.4000/asp.742
ISBN : 978-2-8218-0402-9
ISSN : 2108-6354

Éditeur

Groupe d'étude et de recherche en anglais de spécialité

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006
Pagination : 137-153
ISSN : 1246-8185

Référence électronique

Isabelle Richard, « L'évolution de l'emploi de *shall*, de *must* et du présent simple dans le discours juridique normatif dans le cadre du *Plain Language Movement* », *ASp* [En ligne], 49-50 | 2006, mis en ligne le 11 février 2010, consulté le 22 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/asp/742> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asp.742>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mars 2021.

Tous droits réservés

L'évolution de l'emploi de *shall*, de *must* et du présent simple dans le discours juridique normatif dans le cadre du *Plain Language Movement*

Isabelle Richard

Introduction

- 1 L'objet de cet article est de poursuivre nos réflexions sur les marqueurs verbaux de l'obligation dans le discours normatif en anglais. L'obligation déontique – à distinguer de l'obligation de nécessité – implique la non autonomie du sujet grammatical, à qui l'on impose quelque chose. On peut donc assimiler l'obligation déontique à une contrainte. La source de cette obligation peut être l'énonciateur, ce qui est le cas dans le discours normatif, ou bien être extérieure à l'énonciateur.
- 2 Le discours normatif est, par définition, autoritaire. Une norme est en effet
une règle de droit (proposition abstraite et générale) qui évoque [...] spécifiquement la valeur obligatoire attachée à une règle de conduite, et qui offre l'avantage de viser d'une manière générale toutes les règles présentant ce caractère, quels qu'en soient la source (loi, traité, voire règle de Droit Naturel) ou l'objet (règle de conflit, Droit substantiel, etc.). (Cornu, 1987)
- 3 Les normes sont donc des énoncés prescriptifs et impersonnels¹. Précisons que toute loi n'est pas nécessairement support de normes (si elle exprime des vœux par exemple). Il convient en effet de distinguer le contenu (la norme) du contenant (le texte de loi notamment).
- 4 On entendra ici par « discours normatif » les textes d'un corpus² composé de constitutions qui ont force de loi en anglais, d'une sélection de conventions et traités internationaux³, et, enfin, de règlements et statuts de tribunaux nationaux et internationaux.

- 5 En anglais, le discours normatif est caractérisé, sur le plan modal, par un grand nombre d'auxiliaires de mode, dont le plus fréquent est *shall* (il représente 65,5 % des occurrences de modaux dans notre corpus). En outre, ces auxiliaires sont utilisés de manière essentiellement déontique (93 % de leurs emplois sont radicaux⁴). C'est à ces emplois que nous allons nous intéresser.
- 6 Nous avons conclu de l'analyse de ce corpus que *shall* était au cœur de l'architecture modale, voire verbale, du discours normatif⁵. Cependant, cette caractéristique pourrait être entièrement remise en cause (au point que Williams parle de « *modal revolution* », article à paraître) si le *Plain Language Movement* (ci-après nommé PLM) affectait de manière significative le discours normatif. En effet, ce mouvement né aux États-Unis en 1970 avait pour but, à l'origine, de simplifier les documents juridiques destinés aux consommateurs (services bancaires et contrats d'assurance principalement) ; puis l'objectif a été, plus largement, de modifier la fonction communicative des documents officiels – dont, par conséquent, les documents juridiques – afin qu'ils soient plus compréhensibles par le lecteur non formé au droit⁶. L'adjectif « *plain* » est à comprendre selon cet objectif : utiliser une langue courante plutôt que juridique ou administrative, chaque fois que cela est possible. L'entreprise nécessite à la fois clarté et exactitude, car il s'agit de ne pas perdre en précision, de ne pas créer d'ambiguïté, et de conserver l'ambiguïté voulue délibérément dans certains énoncés. Il va s'agir, en droit, de gommer ce qui est jugé inutilement complexe. Le but est, notamment, d'évacuer les expressions archaïques, de réduire la longueur des phrases et le recours aux nominalisations, de supprimer les termes considérés comme superflus, d'utiliser des tournures actives plutôt que passives⁷, et de limiter les emplois de *shall*, voire de les éliminer totalement, au profit de deux marqueurs verbaux plus courants que sont *must* et le présent simple⁸.
- 7 Après avoir rappelé les fonctions de *shall* déontique, on tâchera d'établir en quoi il peut être utile de le remplacer par d'autres opérateurs, quelles fonctions sont alors remplies par *must* V⁹ et V au présent simple, et si ces derniers peuvent créer des problèmes d'interprétation.
- 8 Nous allons nous appuyer non seulement sur les analyses de notre corpus, mais aussi sur celles de deux textes dont la rédaction a été influencée par le PLM (*The Smoke-free Environment Act*, 2000 et *The South African Constitution*, 1997), ainsi que sur des consignes de rédaction de textes normatifs américaines, canadiennes et européennes.

1. Les emplois et les inconvénients de *shall* V

- 9 *Shall*, dans notre corpus non influencé par le PLM (à l'exception de la Constitution de l'Afrique du Sud de 1997), se fait l'expression de la norme.

1.1. Les fonctions de *shall* V dans le discours normatif

- 10 Ce modal, déontique à 98,7 % dans le corpus, est porteur de deux valeurs : une valeur sémantique d'obligation, héritée, pensons-nous, du perfectio-présent *sculan* (dont il est issu) ; et une valeur de futur, qui permet de renforcer l'effet d'obligation (le futur ayant des effets contraignants en contextes déontiques). Il exprime ainsi une obligation qui s'impose du moment de l'énonciation à l'infini, et ce, jusqu'à nouvel ordre.

- 11 *Shall* V permet d'énoncer la règle :
- (1) Judges shall rank equally in precedence according to their seniority in office. Where there is equal seniority in office, precedence shall be determined by age. Retiring Judges who are appointed shall retain their former precedence (*Rules of Procedure of the EFTA Court*, article 5)
- 12 *Shall* V est aussi utilisé pour formuler des conditions¹⁰ (paraphrasables par « *It is necessary/required that* »), qu'il s'agisse de conditions de forme :
- (2a) All materials shall be clear and legible and shall be on white paper of good quality measuring 21.5 cm by 28 cm (*Rules of the Supreme Court of Canada*, article 3.1)
- 13 Ou qu'il s'agisse de conditions de fond :
- (2b) No person shall be a representative who shall not have attained to the age of twenty-five years (*Constitution of the United States*, article 1)
- 14 On l'emploie pour exprimer des interdictions :
- (3) The State shall not deny to any person equality before the law or the equal protection of the laws within the territory of India (*Constitution of India*, article 14)
- 15 *Shall* V sert également à énoncer des obligations (paraphrasables par « *it is the duty of... to...* ») :
- (4) Each judge shall declare to the President of the Court any additional activity (*European Court of Human Rights*, rule 4 « Incompatible activities »)
- 16 Enfin, on le trouve dans un certain nombre de définitions :
- (5) "legal person" shall mean any entity having such status under the applicable national law, except for States or other public bodies in the exercise of State authority and for public international organisations (*Criminal Law Convention on Corruption*, article 1d)
- 17 Dans tous ces emplois, l'interprétation de *shall* V semble non ambiguë. Ce n'est cependant pas toujours le cas, ce qui constitue l'un des reproches qui lui sont faits.

1.2. Les inconvénients de *shall* V

- 18 On reproche en effet à ce modal son ambiguïté. Kimble (2000, point 11) dit qu'il peut, suivant les énoncés, s'interpréter comme *must*, *should*, *will* ou *may*, et que *shall* *be* peut s'interpréter comme *is*. De ce fait, cet auteur ne s'étonne pas qu'il faille 93 pages dans *Words and Phrases* pour en résumer les 1 200 interprétations possibles, et conclut : « *Give 'shall' the Boot* ». De même, Cheek (2003) mentionne Garner qui, dans son *Dictionary of Modern Legal Usage*, a identifié huit sens différents pour *shall* et précisé : « *Courts in virtually every English-speaking jurisdiction have held – by necessity – that shall means may in some contexts, and vice versa* ». Ainsi, même s'il est admis que *shall* exprime une obligation, des problèmes se sont posés concernant le degré de cette obligation, et les sanctions encourues en cas de non-respect¹¹. Les juges ont décidé que la valeur de l'obligation n'était pas la même d'un cas à l'autre, et que *shall* pouvait être l'équivalent de *must* (« *mandatory value* »), ou bien de *should* (« *directory value* »), ou encore de *may* (« *permissive value* »).
- 19 Un problème supplémentaire se pose quand un énoncé en *shall* peut être interprété soit comme une obligation, soit comme une condition. Or, les conséquences en cas de non-respect d'une obligation ne sont pas les mêmes que celles engendrées par le non-respect d'une condition : sanctions dans le premier cas (il faudra déterminer

lesquelles), invalidation de l'acte juridique, ou d'une partie de cet acte, dans l'autre (voir Kimble 1992 : 66-68).

- 20 Un autre reproche fait à *shall* est son archaïsme, qui le rendrait compliqué à comprendre. Kimble (2000, point 11) déclare : « *Nobody uses shall in ordinary speech* ». Même écho chez Lauchman (2002 : 47) : « *It is a 'dead' word never heard in everyday conversation* » (cité par Williams 2005 : 179).
- 21 Enfin, il serait impropre pour exprimer le futur (à comprendre comme « futur purement épistémique¹² »). Ainsi, dans le *Maine Legislative Drafting Manual*, trouve-t-on : « *[it is] never appropriate to convey the future tense* ». Dans notre corpus, *shall* n'exprime d'ailleurs jamais le simple futur, c'est à *will* que revient ce rôle.
- 22 Voilà pourquoi, sans doute, on trouve dans le *User-Friendly Document* sur le site Internet du *Plain Language* : « *The message that 'shall' sends to the reader is, 'this is deadly material'* ».
- 23 Pour toutes ces raisons, certains partisans du PLM veulent bannir ce modal (« *We must stop using 'shall'* »¹³). D'autres acceptent de le conserver, mais uniquement s'il exprime une obligation (« *only to denote a duty* », lit-on dans le *Texas Legislative Council Drafting Manual*). Il s'agit là d'un point de vue que l'on retrouve assez fréquemment chez différents auteurs, comme Kimble (2000), et dans d'autres manuels de rédaction de textes normatifs comme le *Minnesota Bill Drafting Manual*, *The Alaska Manual of Legislative Drafting* ou encore les *Labour Legislation Guidelines*.
- 24 Les marqueurs verbaux qui bénéficient du moindre emploi de *shall* sont *must* d'une part et, le présent simple d'autre part.

2. *Must* V comme substitut de *shall* V

- 25 L'emploi déontique de *must* ne diffère guère de celui de *shall*. Dans les deux cas, le procès imposé est virtuel au moment de l'énonciation, ce qui est une caractéristique qui se retrouve dans toutes les structures [S M P]¹⁴. La seule différence que l'on pourrait souligner entre ces deux modaux est que, d'un point de vue temporel, *shall* est explicitement tourné vers l'avenir (le morphème 'Il qu'il a en commun avec *will* pourrait en être la trace en surface¹⁵) tandis que *must*, issu de *motan*, est une forme du présent. Cependant, comme le présent peut couvrir l'ensemble de l'axe temporel et acquérir un caractère universel (c'est le cas dans les dictons et les proverbes par exemple)¹⁶, cette différence ne porte pas à conséquence. La loi, d'ailleurs, se situe dans une sorte de présent universel : « *the mere fact that it has been enacted as law entails it is 'continually speaking' in the present* » (Williams 2005 : 85¹⁷).

2.1. Les fonctions de *must* V

- 26 *Must* V se rencontre dans trois types d'énoncés¹⁸. Il permet de formuler des conditions :
 - (6a) The withdrawal of a reservation or of an objection must be formulated in writing (Vienna Convention, article 23 §4)
 - (6b) The original of every pleading must be signed by the party's agent or lawyer (Rules of Procedure of the EFTA Court, article 32)
 - (6c) He must be of the full age of 21 years (Constitution of Australia, article 34)
- 27 Il est utilisé pour exprimer des obligations :

(7) The Court must [...] satisfy itself, not only that it has jurisdiction in accordance with Article 36 and 37, but also that the claim is well founded in fact and law (*Statute of the International Court of Justice*, article 53-2)

28 Enfin, *must* V peut signifier des interdictions. Il est néanmoins plus rare dans cette fonction dans notre corpus :

(8) The development of trade must not be affected to such an extent as would be contrary to the interests of the Community (*Treaty Establishing the European Community*, article 90-2)

29 Les seules fonctions de *shall* déontique que *must* ne remplit pas sont l'expression des définitions¹⁹, et l'énonciation du droit²⁰. Pour toutes les autres fonctions, l'emploi massif de *shall* V plutôt que de *must* V (*must* ne représente que 0,88 % des modaux dans notre corpus, si l'on exclut la Constitution de l'Afrique du Sud de 1997) semble donc être essentiellement une affaire de choix plutôt que le signe d'une différence de fond entre ces deux modaux. Voici, en illustration, des exemples comparés des Constitutions de l'Afrique du Sud de 1994 (Constitution Intérimaire) et de 1997.

2.2. *Must* dans le cadre du PLM

30 L'exemple de la Constitution de l'Afrique du Sud de 1997

31 C'est en effet par choix que, dans ce texte, aucune occurrence de *shall* n'apparaît. *Must*, en revanche, représente 60 % des modaux²¹, alors qu'il n'est pas employé dans la Constitution Intérimaire de 1994 (où *shall* représente 77 % des modaux). Voici deux énoncés portant sur des sujets identiques issus de l'un et l'autre texte :

(9a) This Constitution shall be the supreme law of the Republic and any law or act inconsistent with its provisions shall [...] be of no force and effect to the extent of the inconsistency.

This Constitution shall bind all legislative, executive and judicial organs of state at all levels of government (*South African Interim Constitution 1994*, « Supremacy of the Constitution », section 4, §2)

(9b) This Constitution is the supreme law of the Republic; law or conduct inconsistent with it is invalid, and the obligations imposed by it must be fulfilled (*South African Constitution 1997*, « Supremacy of the Constitution », section 2)

(10a) South African citizenship shall, subject to Section 20 read with Section 33 (1), be regulated by an Act of Parliament (*South African Interim Constitution 1994*, « Citizenship », section 5)

(10b) National legislation must provide for the acquisition, loss and restoration of citizenship (*South African Constitution 1997*, « Citizenship », section 3)

32 On voit que les énoncés sont rédigés de manière plus concise dans la Constitution de 1997, que le terme « *bind* », utilisé en droit pour exprimer une obligation absolue²², a été évité pour privilégier un terme courant, obligation (exemple 9b), qu'on est passé d'une tournure passive à une tournure active en (10)²³, et qu'il y a eu passage de *shall* V à V au présent simple (9a et 9b).

33 Dans ce texte, *must* V remplace *shall* V sans dommages pour l'interprétation, voire avantageusement si l'on en croit les partisans du PLM.

34 Tout d'abord, il est le modal privilégié de l'obligation en anglais courant (voir entre autres Coates 1983 : 191). De plus, contrairement à *shall*, *must* est précis et non ambigu :

'Shall' is an imprecise word that creates ambiguity and uncertainty [...]. For that reason, in our rewriting we have changed the word 'shall' to the more precise and unambiguous 'must'. (Cheek 2003)

- 35 On recommande par conséquent de l'utiliser pour les conditions de forme (« *The contract must contain two signatures* ») et les conditions de fond (« *A candidate must be a resident of the country* »)²⁴, ainsi que les interdictions et les obligations : « *Use 'must' to make clear that the reader is required to perform a certain action* » (*User-Friendly Document du Plain Language*)²⁵.
- 36 Dans ce dernier cas toutefois, les opinions divergent. Certains acceptent *shall* autant que *must* :
- To impose a duty to act, drafters have a choice between two auxiliary verbs : *shall* and *must* are statutorily defined as mandatory, in Minnesota Statutes. (*Minnesota Bill Drafting Manual*)
- 37 D'autres, en revanche, estiment qu'il faut éviter *must* dans cet emploi. Dans le *North Dakota Legislative Drafting Manual*, il est dit d'employer *must* plutôt avec *be*, ou quand le sujet grammatical est inanimé²⁶. Par conséquent, « *Both sponsors must be members of the Bar of this Court* » (*Rules of the Supreme Court of the United States*, Rule 4 §2) serait admis, mais on éviterait : « *The petitioners must show that exceptional circumstances warrant the exercise of the Court's discretionaty power* » (*Rules of the Supreme Court of the United States*, Rule 10 §4a). Le *North Dakota Legislative Drafting Manual* préconise *shall* dans ce cas. Critique également chez Horn : « [*'must' is not adequate*] to replace the use of '*shall*' in its directory sense ». On trouve un écho de cette opinion dans d'autres manuels de rédaction de textes législatifs, comme *The Alaska Manual of Legislative Drafting*, où il est recommandé d'utiliser *shall* pour exprimer des obligations, ou encore dans *The Alabama Drafting Style Manual*, règle 8a (« *A duty, obligation, requirement, or condition precedent is best expressed by 'shall' rather than 'must'. In no event should 'shall' and 'must' be used interchangeably in the same bill* »), ou bien encore dans *The Delaware Administrative Code Style Manual*, où il est conseillé d'utiliser *shall* et non *must* (ni « *is directed to* », « *has the duty to* » ou autres expressions équivalentes) chaque fois que l'on veut signifier une obligation.
- 38 Néanmoins, au sein du PLM, la consigne la plus répandue est d'employer *must* dans tous les cas de contrainte, et ce, quel que soit le type de sujet grammatical ou le type de verbe.
- 39 Le second marqueur verbal que l'on trouve en remplacement de *shall* déontique dans certaines de ses fonctions est le présent simple.

3. V au présent en remplacement de *shall* V

- 40 Williams (2005 : 150) a remarqué que le présent simple représentait plus de 40 % des formes verbales finies dans son corpus « *world data* ». Ce dernier est constitué de 36 textes récents (la majorité se situe en 2002 et 2003), dont trois ne contiennent aucune occurrence de *shall*. Ils sont donc, selon toutes probabilités, rédigés selon les critères du PLM, qui fait la part belle au présent simple²⁷ (alors que, dans notre corpus, il est relativement peu fréquent²⁸). Ce temps grammatical présente en effet un certain nombre d'avantages.

3.1. Les avantages du présent simple

- 41 Le premier avantage est que, comme *must*, il est très souvent employé dans la langue de tous les jours, ce qui le rendrait « simple » à comprendre (« *there is nothing distinctive or archaic about it* » Williams 2005 : 153), y compris dans ses emplois impératifs (« *you go at once!* »).
- 42 Le deuxième avantage est qu'il peut exprimer une grande partie des emplois de *shall* déontique car il permet de présenter un fait comme étant avéré au moment de l'énonciation. Or, dans un contexte normatif, cela équivaut à le poser d'une manière impérative, puisque l'autorité de l'énonciateur est absolue. Le critère d'impérativité de la norme est donc rempli.
- 43 Le troisième avantage est la capacité du présent à acquérir un caractère universel et à présenter un événement comme « vrai » en tout temps. C'est ce qu'on souligne dans le *Maine Legislative Drafting Manual* : « *Laws are meant to be of continuing application and should be in the present tense* ». Ainsi, il est recommandé de ne pas utiliser *will* V (et sans doute encore moins *shall* V) mais V au présent simple dans l'énoncé suivant : « *The duties of the board include...* ».
- 44 Les partisans du PLM recommandent, par conséquent, d'utiliser le présent simple chaque fois que cela est possible : « *[it] aids the clarity of the text and avoids legal pitfalls* » (Elliott 1989, Part 1, §4²⁹). Précisons que ce plébiscite n'est pas nouveau : Williams (2005 : 178) rappelle que, dès le 19^e siècle, le *barrister* George Coode appelait de ses vœux un emploi plus large de ce temps grammatical.

3.2. Les emplois du présent simple dans le cadre du PLM

- 45 Dans le *Smoke-free Environment Act*, le présent simple représente 52 % des formes verbales finies, ce qui correspond exactement aux résultats de Williams (2005) dans son corpus « *shall-free data* », composé de cinq textes de 1993, 1997, 1999, 2000 et 2002 (dont le *Smoke-free Environment Act* et la Constitution de l'Afrique du Sud de 1997), qui sont tous issus de pays où les recommandations faites par le PLM sont particulièrement appliquées (Australie, Nouvelle-Zélande, et Afrique du Sud). Le présent simple a cinq fonctions dans ce texte : il est employé pour énoncer le droit, il est utilisé dans toutes les définitions, on le trouve dans des contextes hypothétiques (où, dans notre corpus, on trouverait plutôt *shall* épistémique), il peut avoir une fonction performative et, enfin, il a une fonction purement descriptive³⁰.
- 46 Les énoncés suivants extraits de la Constitution Intérimaire de l'Afrique du Sud (1994) et de la Constitution définitive (1997) semblent montrer qu'il remplace *shall* quand ce dernier remplit une des fonctions énoncées ci-dessus (ici, celle d'énoncer le droit) :
- (11a) 1994 : Every person shall have the right to life, 1997 : Everyone has the right to life
- (11b) 1994 : Every person shall have the right to freedom and security of the person, which shall include the right not to be detained without trial, 1997 : Everyone has the right to freedom and security of the person, which includes the right (a) not to be deprived of freedom arbitrarily or without just cause; (b) not to be detained without trial
- 47 Dans tous ces énoncés, le présent simple se lit de manière prescriptive en raison du contexte normatif. Refuser la lecture prescriptive reviendrait à refuser l'autorité de

l'énonciateur, donc la valeur du texte en lui-même comme étant porteur de normes. Le présent simple indique que c'est ainsi que les choses sont – donc doivent être dans ces contextes – et seront. Ainsi, il n'y a pas d'ambiguïté dans l'interprétation des énoncés suivants extraits du *Smoke-free Environment Act* :

(12a) Part 3 of the Search Warrants Act 1985 applies to a search warrant issued under this section (article 16, « Search warrants », §3)

(12b) Subsection (4) does not apply to the certificate of authority (article 14, § 6b)

3.3. Le présent simple dans l'expression des obligations

48 On remarque qu'aucun des énoncés au présent simple du *Smoke-free Environment Act* ne formule des obligations, cette fonction revenant à *shall* (cela correspond bien aux consignes prônées par le PLM).

49 Il serait toutefois possible d'utiliser V au présent simple pour formuler des obligations, comme c'est le cas en français avec le présent de l'indicatif, qui est tacitement reconnu comme ayant valeur impérative en droit français³¹. Par exemple, l'énoncé ci-dessous

(13) If a smoke-free area forms a part of premises in which smoking is elsewhere allowed, the occupier of the smoke-free area takes reasonable steps to prevent smoke caused by smoking in the other parts of those premises from penetrating the smoke-free area³²

50 est paraphrasable par : « *If [...] allowed, it is the duty of the occupier of the smoke-free area to take reasonable steps [...]* ».

51 De la même manière, l'énoncé suivant indiquerait sans ambiguïté une obligation, car il ne s'agit pas simplement d'énoncer une propriété du sujet grammatical, mais d'imposer que cette propriété soit traduite en actes tous les mois :

(14a) The Commonwealth pays to each State month by month the balance (if any) in favor of the State

52 L'énoncé original, qui se trouve à l'article 89 (iii) de la Constitution australienne, utilise *shall*. De même, l'énoncé (14b) se lirait comme une obligation :

(14b) The President [...] upholds, defends and respects the Constitution as the supreme law of the Republic

53 Ici encore, le présent simple ne se contente pas de décrire des propriétés du sujet grammatical, il signale que ce dernier est contraint d'agir comme indiqué : ne pas défendre et respecter la Constitution serait une violation du texte. L'énoncé original (Constitution de l'Afrique du Sud de 1997, article 83b) utilise, lui, *must* V.

54 Le présent simple pour énoncer des obligations est donc possible, mais il nous paraîtrait plus prudent de ne pas employer *must* dans cette fonction au sein d'un même texte, pour éviter toute lecture contrastive. Par exemple, l'article 83c de la Constitution de l'Afrique du Sud de 1997 emploie le présent simple (*The President [...] promotes the unity of the nation and that which will advance the Republic*) alors que l'article 83b utilise *must*. Dans la mesure où le présent simple se lit de manière prescriptive dans ce contexte (l'énoncé est paraphrasable par « *it is the duty of the President to promote the unity of the nation* »), l'article 83c énonce une obligation au même titre que l'article 83b. Cependant, le passage de *must* V à V au présent simple pourrait malgré tout susciter une interrogation sur l'interprétation à donner au présent simple (par exemple, pourquoi les rédacteurs n'ont-ils pas conservé *must* ? Avaient-ils une intention particulière ? Est-on autorisé à interpréter le présent simple, ici, comme exprimant une

obligation différente de celle exprimée par *must* ? Autrement dit, ne risque-t-on pas de tomber dans les mêmes difficultés posées par *shall* concernant la valeur de l'obligation exprimée ? Si l'on étend les fonctions du présent simple à l'expression des obligations, il serait préférable, par conséquent, pour limiter les risques d'ambiguïté, de ne pas également utiliser *must* dans cette fonction.

Conclusion

- 55 On a vu que, dans le cadre du PLM, soit on élimine *shall*, soit on en restreint sensiblement les emplois, pour le remplacer par *must* et le présent simple qui sont des formes verbales courantes. Sans être nécessairement opposé à la quasi-disparition de ce modal, on peut néanmoins dire quelques mots en sa faveur.
- 56 Tout d'abord, si *must* « a presque supplanté *shall* » en anglais moderne parce que ce dernier est restreint à « l'expression d'une forte contrainte imposée par le locuteur » (Stévanovitch 2000 : 59), l'emploi de *shall* dans le discours normatif s'en trouve alors justifié, puisque l'énonciateur impose précisément une contrainte qui ne souffre pas de contradiction. Certaines voix, comme celle de Bennett (1989) se sont d'ailleurs élevées pour le maintien de ce modal, qui présente en effet trois avantages. Le premier est qu'il s'assortit d'une garantie d'actualisation dans la mesure où l'énonciateur considère l'obéissance comme acquise, ce qui, associé à l'effet de futur, confère à l'obligation un caractère irrévocable. Le second est sa rareté en anglais courant qui, si on peut concevoir qu'elle puisse compliquer sa compréhension, peut aussi renforcer l'effet ci-dessus justement parce qu'il n'est pas le modal usuel de l'obligation. Le troisième, enfin, est que cette rareté peut également permettre de conserver au domaine du droit, non son conservatisme – même s'il existe (voir notamment Galonnier 1997), mais son formalisme, que certains considèrent comme nécessaire pour en préserver la solennité.
- 57 Ensuite, il semblerait que le problème d'ambiguïté de *shall be* se pose essentiellement lorsque, si c'est *must be* qui est l'interprétation retenue, l'énoncé se comprend comme une condition³³. Dans la plupart des autres cas, ce problème ne semble pas se poser. Par exemple, si l'on considère « *Elementary education shall be compulsory* » (*Universal Declaration of Human Rights*, article 26-1), que l'on comprenne *shall be*, ou *is*, c'est bien une obligation qui est exprimée, et non une condition.
- 58 Enfin, si la disparition de *shall* peut être positive dans les documents directement destinés au grand public, ce qui justifie pleinement leur réécriture³⁴, elle pourrait sembler d'une importance plus relative dans les documents dont le lectorat est avant tout constitué de juristes. En effet, les professions juridiques étant familières des fonctions déontiques de ce modal dans les textes normatifs, son remplacement ne paraît pas essentiel³⁵ et peut même s'avérer néfaste : un changement pourrait être interprété comme induisant des changements de sens, et par-là même créer de la confusion. Ce point a notamment été souligné par *The Legislative Commissioner's Office of the Connecticut General Assembly* (2000 : 8) : « *the reader (and often a court) is left to guess whether the change was merely an attempt to 'clean up' the language or whether the legislature intended some substantive change* » (cité par Williams 2005 : 72). On note que, en dépit des recommandations invitant à la décomplexification des textes, *shall* continue d'être largement utilisé dans les textes normatifs. Les Constitutions de l'Alaska, du Texas et du Dakota du Nord présentent ainsi une très nette dominance de *shall* alors même que leurs manuels de rédaction des lois prônent son éviction.

- 59 Cependant, il faut souligner que les amendements apportés à la Constitution du Texas postérieurement à l'élaboration du manuel de rédaction des textes législatifs de cet État (qui date de 2003) tiennent compte des consignes du PLM. Ainsi, les amendements adoptés en 2005 portés à l'article 3, alinéa 52a, et à l'article 8, alinéa 11a, n'utilisent pas *shall*, mais *must* et le présent simple, alors que les amendements adoptés en 2001 et 2002 continuent d'employer *shall* (par exemple, les alinéas 52b et 60 de l'article 3, 2c, 3b et 18h de l'article 5). Ajoutons que les premiers effets concrets du PLM sont apparus dans des textes normatifs, dès le début des années 90, dans des pays comme le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Afrique du Sud. De plus, rappelons que les professions juridiques tirent avantage de la réécriture de textes particulièrement complexes (voir note 6).
- 60 Le PLM semble en effet ne présenter que des avantages : *must* V et V au présent simple peuvent remplacer *shall* V dans tous ses emplois, sans créer, semble-t-il, d'ambiguïtés. La répartition des fonctions entre *must* et le présent simple est la suivante : conditions, obligations et interdictions sont énoncés au moyen de *must* V ; énonciation du droit, définitions, hypothèses, descriptions et énoncés performatifs sont exprimés par V au présent simple. V au présent simple pourrait également être employé pour exprimer les obligations.
- 61 Grammaticalement, un autre modal pourrait être utilisé dans cette fonction : il s'agit de *will*. Ce modal peut, en effet, relayer un ordre (bien qu'il ne soit pas porteur lui-même de valeurs déontiques³⁶) dès lors que l'énonciateur se trouve en position d'autorité³⁷. Certains textes, d'ailleurs, ont la particularité de ne présenter aucun *shall* mais un grand nombre de *will* lorsqu'il s'agit d'exprimer des obligations (les *Regulations of the RAF* par exemple). Il n'y aurait pas plus de risque d'ambiguïté à employer *will* dans trois fonctions (futur, serments, obligations) qu'à utiliser le présent simple dans les cinq fonctions que nous avons décrites, dans un contexte normatif. En particulier, la différence de lecture entre le « futur épistémique » et le « futur prescriptif » ne créerait pas plus de difficultés que celle qui existe entre les énoncés descriptifs et prescriptifs au présent simple. De fait, tous les énoncés du *Smoke-free Environment Act* et de *The South African Constitution 1997* exprimant des obligations (au moyen de *must*, donc) pourraient être formulés avec *will*. Ainsi, dans l'exemple (10b) « *National legislation must provide for the acquisition, loss and restoration of citizenship (South African Constitution 1997, « Citizenship », article 3)* », on aurait pu utiliser « *will provide* » sans perte de l'effet prescriptif. Voici un autre exemple : « *Municipalities will take into account the language usage and preferences of their residents* ». Cet énoncé se comprend de manière prescriptive, comme l'énoncé original (« *Municipalities must take into account the language usage and preferences of their residents* », *South African Constitution 1997*, article 6, § 3b) parce qu'il se situe dans un contexte normatif. Il pourrait en aller de même pour les interdictions : « *A person will not smoke in a smoke-free area* » signifierait un interdit au même titre que l'énoncé original qui utilise *must* (*The Smoke-free Environment Act*, article 7, §1). Ou encore : « *A former inspector will not, without reasonable excuse, fail to return his or her certificate of authority to the Director-General on demand* » serait l'équivalent de l'énoncé original en *must* (*The Smoke-free Environment Act*, article 14, §4). Mais si *will* était choisi pour énoncer des obligations, il faudrait éviter, dans le même texte, d'utiliser *must* et/ou le présent simple pour remplir cette fonction.
- 62 De manière générale, il est préférable, d'une part, de ne pas employer plusieurs marqueurs pour remplir des fonctions identiques (notamment l'expression de

l'obligation) afin de limiter les risques d'ambiguïté (par exemple, sur la valeur à donner à l'obligation), à moins d'assigner à chaque marqueur un degré différent d'obligation ; et, d'autre part, d'éviter d'utiliser un même marqueur pour exprimer à la fois des obligations et des conditions. De ce point de vue, le remplacement de *shall* par *shall* dans ces deux fonctions ne résout pas tout, car le même problème d'interprétation peut se poser dans certains énoncés (a-t-on affaire à une obligation, ou à une condition ?). Deux solutions s'offrent : on peut conserver *shall* dans les deux cas, mais signaler explicitement dans l'énoncé qu'il s'agit d'une condition (l'absence de mention explicite sera le signe qu'on parle d'une obligation) ; ou bien, mieux encore, on peut utiliser un opérateur pour les conditions (*shall*) et un autre pour les obligations absolues (soit *shall*, soit *will*, soit le présent simple). Cette dernière solution gagnera encore en clarté s'il est mentionné en début de document (de la même manière qu'on précise les définitions des termes clefs) quelles fonctions sont attribuées aux marqueurs verbaux utilisés, afin que leur interprétation soit le moins possible sujette à ambiguïté.

BIBLIOGRAPHIE

- Adamczewski, Henri et Claude Delmas. 1990 [1982]. *Grammaire linguistique de l'anglais*, 3^e édition. Paris : Armand Colin Éditeur.
- Alaska Legislative Affairs Agency. 2001. *Alaska Manual of Legislative Drafting*, chapitre 2 section « Grammar and word usage », <http://w3.legis.state.ak.us/infodocs/draft_manual/DMTC.htm>.
- Bennett, J.M. 1989. « In defence of 'shall' » . *Australian Law Journal* 63, 522-525.
- Butt, Peter. 2000. « Brushing up on fundamentals ». Communication présentée lors de la conférence « Plain Language in Progress », Houston, février 2000, <<http://www.plainlanguagenetwork.org/conferences/2000/peterbutt.htm>>.
- Cheek, Annetta. 2003. Letter to the Dockets Management Branch of the Food & Drug Administration, « Plain Language for an informed nation », <<http://www.fda.gov/ohrms/dockets/dailys/03/Mar03/033103/8005a2d4.pdf>>.
- Coates, Jennifer. 1983. *The Semantics of the Modal Auxiliaries*. Londres : Croom Helm.
- Cornu, Gérard. 1987. *Vocabulaire juridique*, 3^e édition revue et augmentée. Paris : Presses Universitaires de France.
- Cornu, Gérard. 2000. *Linguistique juridique*, 2^e édition. Paris : Montchrestien.
- Dykstra, Gail. « What is Plain Legal Language? Some definitions », The Plain Language Association International (PLAIN) <<http://www.plainlanguagenetwork.org/Legal/>>.
- Elliott, David. 1989. Constitutions in a Modern Setting – the Language of the Practice of Law. Communication présentée à la Lawasia Conference, Hong Kong, Septembre 1989, <<http://www.davidelliott.ca/papers.lawasia.htm>>.
- Galonier, Bernard. 1997. « Le discours juridique en France et en Angleterre. Convergences et spécificités ». *ASp* 15-18, 427-438.

- Horn, Nick. 2002. « A dainty dish to set before the King: Plain Language & legislation ». Communication présentée lors de la 4^e conférence de PLAIN, Language Association International, September 2002 <<http://www.plainlanguagenetwork.org/conferences/2002>>.
- Joly, André et Dairibe O'Kelly. 1990. *Grammaire systématique de l'anglais*. Paris : Nathan Université.
- Kelly, David : « What is Plain Legal Language? Some definitions », The Plain Language Association International (PLAIN) <<http://www.plainlanguagenetwork.org/Legal/>>.
- Kimble, Joseph. 1992. « The many misuses of shall ». *The Scribes Journal of Legal Writing* 3, 61-77.
- Kimble, Joseph. 2000. « A modest wish list for legal writing » *Michigan Bar Journal* November <<http://www.plainlanguagenetwork.org/kimble.htm#modest.htm>>.
- Lauchman, Richard. 2002. *Plain Language: a Handbook for Writers in the U.S. Federal Government* <<http://www.lauchmangroup.com>>.
- Legislative Reference Service of the State of Alabama: *Drafting Style Manual*, <<http://www.lrs.state.al.us/>>.
- Lutz, William. « Rules for Writing Plain English », <<http://www.plainlanguagenetwork.org/Resources/lutz.htm>>.
- Maine Office of the Revisor of Statutes. 1990. *Maine Legislative Drafting Manual*, partie 3 « Style & Grammar » mis à jour en 1994 et 1998 <<http://janus.state.me.us/legis/manual/TableofContents.htm>>.
- Minnesota Office of the Revisor of Statutes. 2002. *Minnesota Bill Drafting* chapitre 10 « Clarity in Drafting » <http://www.revisor.leg.state.mn.us/bill_drafting_manual/Cover-TOC.htm>.
- North Dakota Legislative Branch. 2005. *Legislative Drafting Manual*, part 6 « Style and Grammar Guidelines » <<http://www.legis.nd.gov/information/bills/docs/pdf/part6.pdf>>.
- Organisation Internationale du Travail. 2001. *Labour Legislation Guidelines* <<http://www.ilo.org/public/english/dialogue/ifpdial/llg/ch10.htm>>.
- Palmer, F.R. 1986. *Mood and Modality*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Plain Language: User-Friendly Document* <http://www.blm.gov/nhp/NPR/pe_dgst1.html>.
- Registrar's Office of Delaware General Assembly. 2006. *Delaware Administrative Code Style Manual* § 6.3 <<http://regulations.delaware.gov/documents/drafting&stylemanual.txt>>.
- Report of the Law Reform Commission of Victoria. « What is Plain Legal Language? Some definitions ». The Plain Language Association International (PLAIN), <<http://www.plainlanguagenetwork.org/Legal/>>.
- Richard, Isabelle. 2003. *Valeurs essentielles des modaux dans le discours juridique en anglais*. Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle, à paraître aux Presses Universitaires de Provence.
- Richard, Isabelle. 2005. « Les marqueurs verbaux de l'obligation en français et en anglais dans les textes juridiques à fonction normative : quelques pistes de traduction ». In Greenstein, R. (dir.), *La langue, le discours et la culture en anglais du droit*. Paris : Publications de la Sorbonne, 69-86.
- Richard, Isabelle (à paraître). « De nouvelles fonctions pour le présent simple dans le discours juridique normatif ? L'exemple du *Smoke-free Environment Act 2000* ». *Les Nouvelles Journées de l'ERLA* 6, Le temps dans le texte de spécialité, 18-19 novembre 2005.

Stephens, Cheryl. 1990. « What is really wrong with legal language? ». Communication présentée devant The Wills and Estates Section of the Canadian Bar Association, Vancouver, British Columbia, 27 novembre 1990, <<http://www.plainlanguagenetwork.org/Legal/wills.html>>.

Stephens, Cheryl. 1991. « Plain Language for business lawyers ». Communication présentée devant The Business Law Section of the Canadian Bar Association, 20 février 1991 <<http://www.plainlanguagenetwork.org/Legal/business.html>>.

Stevanovitch, Colette. 2000. « L'évolution sémantique des modaux entre le vieil anglais et l'anglais moderne ». In *La modalité et les modaux en diachronie et en synchronie (domaine anglais)*, Actes des Journées Scientifiques 1998/99. Reims : Presses Universitaires, 51-71.

Texas Legislative Council. 2003. Texas Legislative Drafting Manual, mis à jour en novembre 2004 <<http://www.tlc.state.tx.us/legal/dm/sec735.htm>>.

Williams, Christopher. 2004. « Vagueness in legal texts: is there a future for shall? ». In Candlin, C. et M. Gotti (dir.), *Textus, English Studies in Italy 17* « Intercultural discourse in domain-specific English ». Gênes : Tilgher, 217-246.

Williams, Christopher. 2005. *Tradition and Change in Legal English, Verbal constructions in prescriptive texts*. Berne : Peter Lang.

Williams, Christopher (à paraître). « Legal English and the 'modal revolution' ». In Busuttil, Salkie et Van Der Auwera (dir.), *Actes de la seconde conférence internationale sur la modalité en anglais, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 2-4 septembre 2004*. Berlin & New York : Mouton de Gruyter.

ANNEXES

Index des textes cités

Alabama Drafting Style Manual

Alaska Manual of Legislative Drafting, 2001

Constitution of Australia, 1900

Constitution of India, 1950

Constitution of the United States, 1789

Criminal Law Convention on Corruption, 1999

Delaware Administrative Code Style Manual, 2006

European Court of Human Rights, 1999

Labour Legislation Guidelines, 2001

Legislative Commissioner's Office of the Connecticut General Assembly

Maine Legislative Drafting Manual, 1990

Minnesota Bill Drafting Manual, 2002

North Dakota Legislative Drafting Manual, 2005

Plain Language User-Friendly Document

Rules of Procedure of the EFTA Court

Rules of the Supreme Court of Canada
Rules of the Supreme Court of the United States
Smoke-Free Environment Act, 2000
South African Interim Constitution, 1994
South African Constitution, 1997
Statute of the International Court of Justice
Texas Legislative Council Drafting Manual, 2003
Treaty Establishing the European Community, 1957
Vienna Convention, 1969

NOTES

1. Certains juristes considèrent néanmoins les contrats, qui sont donc personnalisés, comme porteurs de normes pour les parties concernées.
2. Celui-ci comprend 14 600 occurrences de modaux et couvre une période allant du 16^e au 20^e siècle.
3. Nous classons également sous cet adjectif les documents spécifiquement européens.
4. La modalité radicale peut être subdivisée en modalité dynamique (« *I can see you* ») et modalité déontique. La plus grande partie des emplois radicaux dans notre corpus est déontique.
5. Voir Richard (2003).
6. Précisons que les opinions divergent en ce qui concerne le *Plain Legal Language*. Pour certains, l'objectif est de le rendre plus intelligible pour les juristes, et pas nécessairement pour les citoyens ordinaires qui n'ont pas les connaissances juridiques suffisantes : voir par exemple David Kelly (à propos de la réécriture du *Takeovers Code*, qu'il présente comme l'un des plus complexes textes législatifs australiens), ou encore *The Report of the Law Reform Commission of Victoria*, p. 45, §71. Gail Dykstra effectue d'ailleurs une distinction entre le « *Plain Language* », qui vise à rendre un document compréhensible par tout un chacun, et le « *Clarified Legal Language* », qui comporte nécessairement des termes techniques et implique un savoir spécifique. Pour d'autres auteurs, le *Plain Legal Language* doit être compréhensible aussi du citoyen ordinaire dès lors qu'il est directement concerné. Cheryl Stephens (1990) a ainsi précisé : « *Plain Language is writing that can be understood at first reading by clients, lawyers and judges* ».
7. Par exemple, dans les consignes de rédaction européennes, il est dit de n'utiliser les tournures passives que lorsqu'il n'est pas utile de nommer l'agent, ou bien lorsqu'il est préférable de le passer sous silence (rappelons que l'intérêt de la tournure passive est que « l'agent *peut* être donné mais il sera donné de *surcroît* » ; « [...] par définition, l'énoncé passif [est] un énoncé sans agent », voir Adamczewski & Delmas 1990 : 187 et 191). L'emploi du passif doit donc demeurer une exception. Voir aussi Butt, 2000 : « *We should avoid the passive except where we make a conscious decision to use it* », et ce que dit le *North Dakota Legislative Drafting Manual* à ce sujet : « *Use the active voice for conciseness and clarity. [...]. The active voice [...] is more direct. The passive voice [...] generally results in longer sentences with greater opportunity for ambiguity* ».
8. Lutz propose ainsi 39 règles à suivre pour écrire selon les critères du *Plain Language*. Voir aussi *The Alabama Drafting Style Manual*, rule 3, à propos de l'usage du présent simple et de la voix active.
9. V = verbe.
10. « Élément d'un acte juridique auquel est subordonné la validité ou l'efficacité » de cet acte (Cornu, 1987).

11. « *The litigation is about how strong the shall is* » Kimble 1992 : 73.
12. L'épistémique peut se définir comme une évaluation par l'énonciateur, en fonction de ce qu'il sait ou croit, des chances de réalisation d'un événement. Dans le cas du futur, l'énonciateur juge cette réalisation certaine. Le futur peut ne pas être « purement épistémique » lorsqu'il se colore de nuances radicales (volitionnelles dans le cas des serments par exemple).
13. Eagleson & Asprey, *Australian Law Journal*, Feb 1989, cités par Elliott 1989 : 75. Cet auteur déclare par ailleurs : « *Our legal writing would take a great leap forward if the word were purged from legal writing* » (part 1, §4).
14. S = sujet grammatical, M = modal, P = prédicat.
15. On peut dire de ce fait que *shall* exprime d'abord et avant tout du futur, et que ce dernier implique une obligation.
16. On peut ainsi trouver *must* dans des énoncés comportant un marqueur temporel futur, comme : « *At the first sitting after its election, or when necessary to fill a vacancy, a provincial legislature must elect a Speaker and a Deputy Speaker from among its members* » (South African Constitution 1997, article 111.1).
17. L'auteur précise (note 11 p. 85) que l'expression « *continually speaking* » est empruntée à George Coode, 1842, cité par Elliott 1989.
18. Les exemples sont volontairement tous issus de notre corpus afin de montrer que *must* y est employé dans des énoncés où *shall* peut être également utilisé.
19. « *This Act must be the Smoke-free Environment Act 2000* » aurait soit une interprétation épistémique dans un autre contexte, soit une interprétation déontique – le sujet grammatical est la cible d'une contrainte – qui impliquerait que la relation [*This Act/ be the Smoke-free Environment Act*] n'irait pas de soi, et serait incompatible avec une définition.
20. « *This Act must bind the Crown in right of New South Wales* » au lieu de « *This Act binds the Crown in right of New South Wales* » (*Smoke-free Environment Act*, article 5) sous-entendrait de même que le sujet grammatical et le prédicat ne sont pas compatibles *a priori*, ce qui impliquerait qu'il faille forcer la relation prédicative et ne serait pas logique dans ce contexte (alors que le présent simple, lui, affirme cette relation). En revanche, [*shall bind*] serait possible parce que *shall*, au contraire de *must*, ne suppose que l'événement énoncé, « e » (alors que *must* suppose l'existence de « non e », l'événement contraire et l'interdit). C'est sans doute pourquoi certains auteurs disent de *shall* qu'il est « plus autoritaire » que *must* (voir Joly & O'Kelly 1990 : 335).
21. La raison pour laquelle *must* est largement utilisé et *shall* exclu dans ce texte semble notamment due à l'influence de l'avocat Philip Knight, partisan du PLM.
22. On le trouve souvent dans la définition des contrats notamment : on parle de « *binding agreement* », soit un accord irrévocable.
23. La tournure passive en (9b) se justifie par l'emploi de « obligation » comme sujet grammatical.
24. Ces deux énoncés figurent dans le *North Dakota Legislative Drafting Manual*.
25. On y dit également, page 16 : « [*must is*] the clearest way to convey to your readers that they have to do something ». Voir aussi Kimble 2000, point 11 : « *Since 'must' is less legalistic and less corrupted, it's a better choice for required actions* ». On retrouve une application de tous ces emplois de *must* dans le *Smoke-free Environment Act*, voir Richard, à paraître.
26. « *Use must in reference to a thing rather than a person to express [...] statements about what people or things must be rather than what they must do* ».
27. Il est intéressant de noter que ce temps est également très utilisé dans d'autres langues dans les textes normatifs, dont le français (« [...] *in many European languages it is the present simple that takes the lion's share in prescriptive texts* », Williams 2005 : 152).
28. Nous n'en avons pas comptabilisé les occurrences dans la mesure où nous nous intéressons aux auxiliaires de mode exclusivement. Cependant, comme une très large majorité des énoncés du corpus est gouvernée par un modal, ce temps semble utilisé de manière marginale. On le trouve dans des énoncés descriptifs et dans des définitions (voir Richard, à paraître).

29. Cet auteur déplore d'ailleurs que les applications demeurent encore trop timides.
30. Pour une description détaillée de ces cinq fonctions, voir Richard, à paraître.
31. Le problème qui s'est posé lors de la cohabitation de 1986 à propos de l'article 13 de la Constitution française (« Le président signe les ordonnances et les décrets délibérés en Conseil des Ministres ») n'était pas lié au caractère impératif ou non du présent de l'indicatif (cet article indique bien, du fait de son appartenance à un texte normatif, que le président doit signer), mais à l'absence d'indication de délai, qui signifie que le président peut signer quand il le veut. On peut lui opposer l'article 10 (« Le président promulgue les lois dans un délai de dix jours ») qui, lui, signifie que s'il ne s'exécute pas dans le délai énoncé, il se rend coupable de Haute Trahison pour violation de la Constitution et devient passible de destitution par la Haute Cour de Justice. Autrement dit, si on avait utilisé « doit signer » à la place de « signe », le problème aurait été inchangé.
32. L'énoncé original se trouve à l'article 10 (1) du *Smoke-free Environment Act* et utilise *must*.
33. Nous avons cité dans Richard (à paraître) un exemple mentionné dans le Minnesota Bill Drafting Manual (« A member of the investment board shall be a member of the guarantee association »), où il est dit que si l'on comprend *is*, être membre du premier comité signifie que l'on est automatiquement membre du second, mais que si l'on comprend *must be*, ceci signifie que pour être membre du premier comité il faut, au préalable, être membre du second.
34. La première application pratique du *Plain Language* est apparue en 1973 quand la société Citibank – nom actuel – a décidé de débarrasser ses contrats des termes et tournures relevant trop du « jargon juridique » (voir notamment Williams 2004 : 116 et Stephens 1991).
35. Williams (2004) se demande d'ailleurs si l'élimination de *shall* ne serait pas liée à une question de principe plutôt qu'à un véritable problème d'interprétation.
36. Voir Richard (2003).
37. C'est le cas, par exemple, de cet énoncé de Palmer (1986 : 30) : « *Private Jones will report at 18:00 hrs* », qui se situe dans un contexte militaire.

RÉSUMÉS

Les partisans du *Plain Language Movement* souhaitent supprimer des documents juridiques (mais pas exclusivement), chaque fois que cela est possible, ce qui, dans leur formulation, les rend difficiles à comprendre pour les non juristes. Bon nombre de ces documents se doivent, en effet, d'être accessibles au citoyen ordinaire. Il est essentiel que les changements soient précis et ne créent pas d'ambiguïté. Trois marqueurs verbaux sont directement concernés par cette (r)évolution : *shall*, *must* et le présent simple qui, aussi bien quantitativement que qualitativement, voient leurs emplois profondément modifiés. On se focalisera ici uniquement sur le discours normatif.

Plain Language Movement advocates want, whenever possible, to eradicate from legal documents (among others) that which makes them difficult for lay readers to understand, since many of these documents should be accessible to the ordinary citizen. It is important that the changes should be precise and should not introduce any ambiguity. Three verbal markers are directly concerned by this (r)evolution : *shall*, *must* and the present simple. Their use is likely to change considerably, from a quantitative point of view as well as from a qualitative point of view. We shall focus exclusively on prescriptive texts.

INDEX

Keywords : ambiguity, deontic use, must, Plain Language Movement, legal discourse, present simple, shall

Mots-clés : ambiguïté, discours juridique, emploi déontique, must, Plain Language Movement, présent simple, shall

AUTEUR

ISABELLE RICHARD

Isabelle Richard est maître de conférences à l'Université de Provence. Elle concentre ses activités de recherche sur la modalité en anglais juridique normatif. Après une thèse sur les modaux dans ce discours, elle a travaillé sur les moyens utilisés en français et en anglais juridiques pour exprimer la notion de « devoir ». Elle s'intéresse plus particulièrement aujourd'hui à l'impact du *Plain Language Movement* sur la rédaction et la ré-écriture de documents juridiques, normatifs en particulier. isabelle.richard@univ-provence.fr